

DES SOCIÉTÉS DE « REPRODUCTION » À CELLES DE « PRODUCTION » **1**



◆ « Développement » et sociétés de production « Innovation » ne signifie pas « développement » : les limites d'un anachronisme

On entend fréquemment dire que les sociétés humaines se seraient « développées » depuis la nuit des temps ou depuis qu'elles auraient découvert le feu et l'outil. Pourtant, sauf à considérer que toute « innovation » signifierait automatiquement « développement », ce type de formulation montre vite ses limites. En effet, une majeure partie des historiens et des économistes s'accorde à dire que l'émergence du « développement » correspond à une rupture importante remontant à l'époque de la Révolution industrielle, c'est-à-dire à la fin du XVIII^e siècle, mais qui a vraiment pris une échelle mondiale dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Par-delà sa dimension événementielle, cet épisode de l'histoire amène à réfléchir aux différences structurelles qui peuvent distinguer les sociétés d'avant le « développement ».

La décroissance : rejet ou projets ?

La caractéristique principale des sociétés anciennes réside certainement dans le fait qu'elles obéissaient principalement à des logiques de « reproduction » et non de « production ». Leur but premier était de permettre la reproduction d'une communauté, à la fois démographiquement et culturellement. Toute innovation (pratiques agricoles, outils, armes, etc.) pouvait être utile lorsqu'elle favorisait le groupe en lui-même ou par rapport à ses concurrents. La croissance était bienvenue, mais la règle restait toutefois la prudence et la « gestion du risque ». En effet, les sociétés savaient qu'une innovation apparemment intéressante dans l'instant pouvait s'avérer risquée sur le moyen ou long terme et qu'il fallait aussi penser en terme d'équilibres et de limites. Par exemple, dans le cas d'une plante au meilleur rendement, mais plus fragile que des variétés rustiques, l'innovation allait être prise avec circonspection, les paysans ayant tendance à la tester sur de petites surfaces. S'il s'avérait que les résultats étaient trop aléatoires, ou exigeaient trop de travail par rapport à une amélioration minimale des rendements, ils ne la retenaient pas, sauf en cas de pression démographique très forte. En outre, pour mieux gérer les risques, les paysans ont tendance à favoriser la diversité (des cultures, des pratiques agricoles ou foncières), alors que les approches productivistes incitent au contraire à se spécialiser et à pratiquer la monoculture.

C'est la mauvaise interprétation de ce type de raisonnements, pourtant très rationnels, qui a amené beaucoup d'experts agricoles à dire que les paysans (aux Suds, mais aussi parfois aux Nords) seraient « obtus » et devraient être éduqués car ils seraient réfractaires au « progrès » ou la « modernité ». Pourtant, si une nouvelle plante s'avère prometteuse, les paysans sont les premiers à la diffuser. La diffusion planétaire depuis l'Amérique du maïs et des tubercules le confirme indéniablement.

Des sociétés de « reproduction » à celles de « production »

Une différence majeure entre les sociétés dites « traditionnelles » et celles fonctionnant selon une logique de « développement » est aussi à chercher dans le fait que les premières visent avant tout à *reproduire* du « lien social » dans un esprit d'équilibre et de limites, les biens matériels étant une composante de ce lien social au même titre que d'autres pratiques comme l'entraide ou le partage ; tandis que les secondes se placent dans une logique avant tout économique de maximisation de la *production* de « biens et services marchands », quitte à sacrifier le social et en ne prêtant guère d'attention au concept d'équilibre ou en considérant que la technique permettra toujours de dépasser les limites.

Cette approche en terme de « reproduction » s'appuie sur une pratique fondamentale, celle du don et du contre-don. Comme l'a montré l'anthropologue Maurice Godelier dans : *L'énigme du don*, ce type de pratique n'est pas antinomique avec les sociétés monétarisées et n'implique pas des statuts égalitaires. La relation : don/contre-don suppose seulement que tout individu ou groupe s'inscrit dans un tissu social dans lequel il va être amené à donner et recevoir (du temps, des biens, des enfants en mariage etc.) pour maintenir la dynamique de reproduction de la société en échangeant et en partageant. Ces relations à double sens sont moins fortes dans les sociétés de production, même si elles ont tendance à réémerger dans le tissu associatif. La possibilité du contre-don est toutefois remise en question dans les approches « développementalistes », où ceux qui sont considérés comme « sous-développés » se voient déniés implicitement, non sans ambiguïtés, la possibilité de rendre les « dons » (cf. page 103).

« Traditions » et « modernité »

Une mise au point importante mérite d'être faite au sujet du concept de « traditionnel ». Dans la littérature sur le « développement », il est surtout mobilisé selon deux finalités antagonistes, mais toutes deux relativement biaisées. La majorité des tenants de la « modernité » voient dans la « tradition » un frein au changement et à l'adoption de progrès qui permettraient aux sociétés de se « développer ». À l'inverse, beaucoup de défenseurs de l'environnement ou des cultures non occidentales voient dans la « tradition » une valeur à conserver « intacte », pour elle-même ou parce qu'elle aiderait forcément à préserver l'environnement ou les ressources.

En réalité, à travers ce qu'elles appellent la « tradition », ces deux approches ont tendance à figer un moment particulier d'un continuum changeant. Ces approches considèrent abusivement que certaines cultures n'auraient jamais évolué et qu'elles ne seraient pas prêtes à le faire. Pourtant, tout groupe humain évalue l'intérêt des innovations disponibles et aucun n'est stagnant. On devrait d'ailleurs plutôt parler de « traditions » au pluriel, car chaque société est composée d'un ensemble de pratiques d'origines diverses, s'étant insérées dans une cohérence d'ensemble, même si la mémoire de leur incorporation a pu être perdue. Certaines cultures sont sans doute plus enclines que d'autres à intégrer de nouveaux éléments en fonction de considérations qui peuvent être internes (pression démographique) ou externes (volonté d'améliorer leur position par rapport à d'autres groupes). Mais aucune société dite « traditionnelle » ne s'inscrit spontanément ni dans la valorisation du changement pour lui-même, ni dans une logique muséologique de refus de toute modification.

La « tradition » peut ainsi être définie comme : un ensemble de règles et de pratiques évolutives, fondées sur une notion d'équilibre et de limites entre l'ensemble des paramètres environnementaux et socioculturels, visant à minimiser les risques sur la communauté, tout

Des sociétés de « reproduction » à celles de « production »

en permettant l'introduction d'éléments externes et d'innovations pouvant garantir sans danger sa reproduction et éventuellement favoriser son essor.

Les groupes vivant dans une logique de « tradition » auront tendance à se méfier des changements majeurs ou des nouveautés aléatoires pouvant compromettre leur survie, mais également de ceux qui, apportant un mieux-être, pourraient en même temps entraîner des mutations radicales remettant en cause les fondements de leur identité. À ce titre, dans la mesure où les traditions sont plutôt garanties par les anciens, ou par certains groupes qui cherchent à conserver un ordre qui n'est pas forcément égalitaire, la confrontation avec la modernité peut entraîner de vives tensions au sein des communautés. Des revendications naissent souvent au sein des groupes moins favorisés ou des jeunes, qui peuvent espérer que la remise en question de l'ordre ancien leur sera bénéfique, d'autant que les discours modernistes se réclament généralement d'autres valeurs ou principes comme l'égalité, le changement ou la valorisation de la jeunesse avec son esprit d'initiative et d'innovation. De tels phénomènes inquiètent les garants du fonctionnement des sociétés des Suds, qui peuvent légitimement craindre que les transformations occasionnées par l'introduction des pratiques modernistes ne les fassent disparaître en tant que culture, ou ne les ravalent au niveau d'un simple folklore. Cette défiance existe aussi au sein des sociétés rurales des pays des Nord, où l'arrivée de néoruraux de culture urbaine et le culte du progrès sont parfois vécus comme la fin d'un mode de vie des hommes en relation avec une nature anthropisée.

Ainsi, il apparaît que des visions idéalisantes peuvent trahir les traditions autant que des conceptions dénigrantes. Cela ne signifie pas à l'inverse un rejet de la modernité qui a su apporter des bienfaits considérables, notamment dans les domaines de la santé, des transports et de la communication. Comme le soulignait déjà le

sociologue Jacques Ellul en 1988 dans son ouvrage *Le bluff technologique*, les approches économiques contemporaines s'appuient sur un pari (et donc un risque) articulé autour d'un trépied : recherche, développement, modernisation. Ce pari qui s'illustre aussi en « défis » a amené des innovations majeures :

Tout le monde s'accorde pour considérer que ces dix dernières années ont vu se produire une véritable explosion des techniques, un perfectionnement dans tous les domaines, mais qui peuvent se ramener à cinq ensembles de progrès inouïs : l'atome, l'informatique, le laser, les techniques de l'espace, le génie génétique. [...] on pourra peut-être contester le choix [...] de ces cinq blocs de techniques fondamentales, en disant qu'il y a mille autres exemples de techniques de pointe qui ont fait autant de progrès [...]. Mais la grande différence, c'est que dans tous ces cas il s'agit d'innovations exactement mesurées [...] alors que les cinq ensembles précédents sont multidirectionnels. Ce sont eux qui entraînent des innovations incalculables dans des domaines innombrables et sans limites.

Il ne s'agit donc pas de nier les apports considérables des innovations techniques, ni même leurs possibilités d'essor, mais de faire un double constat : d'une part celui d'un glissement du rapport de l'homme vis-à-vis de la technique, et d'autre part celui de l'impossibilité d'anticiper et d'être sûr de pouvoir maîtriser les effets potentiels induits par les techniques. Dans le premier constat, nous sommes passés de sociétés où la culture intégrait des techniques, à une société « moderne » où la technique est devenue un élément dominant, au point d'être totalement banalisée et de structurer parfois la culture. Avec le second constat, il s'agit de comprendre que chaque innovation ouvre des portes à des progrès, mais aussi à des effets négatifs ou pervers : des rejets de soufre par les industries aux pluies acides ; des CFC au trou dans la couche d'ozone ; des farines animales à la « vache folle » ; de l'essor de la consommation d'hydrocarbures au

réchauffement climatique. Les limites ne se trouvent donc pas dans l'inventivité des hommes, ni dans des pollutions ponctuelles, mais dans la possibilité d'effets secondaires ou de dérives majeures, dont l'impact n'est pas toujours perceptible immédiatement. Ainsi, il sera intéressant de s'interroger sur le caractère *soutenable* des sociétés techniciennes, c'est-à-dire sur leur capacité à garantir à terme leur propre reproduction.

Une autre divergence entre ces types de sociétés réside dans l'idée que l'on se fait du progrès et plus largement du futur.

Développement, progrès et orientations positives du temps

L'idée de « développement » est étroitement associée au sentiment que le présent représente un « progrès » sur le passé et qu'à son tour, le futur devrait conduire à une amélioration par rapport au présent. Les sociétés contemporaines tendent à affecter une valeur positive au futur, même si des inquiétudes croissantes apparaissent depuis quelques décennies quant aux questions d'environnement (cf. chapitre 3).

Cela dit, de manière fondamentale, toutes les sociétés ne conçoivent pas le futur de la même manière. Il est même possible de distinguer quatre grandes approches du temps (figure 1) :

1. orienté positivement vers le passé : temps *rémanent*;
2. centré sur le présent : temps *permanent* ou *immanent*;
3. orienté vers le futur : temps *pro-avenir*;
4. détourné du monde : *non-temps*.

La décroissance : rejet ou projets ?

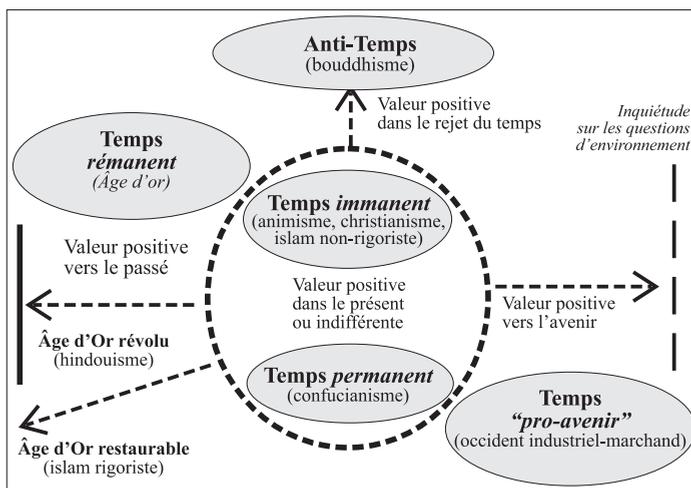


Figure 1 : les grandes approches du temps

La première orientation, *rémanente*, repose sur l'idée d'un âge d'or considéré comme préférable au présent et à l'avenir. Elle se décompose en deux sous-types de représentations. L'époque idéalisée peut être soit à jamais révolue, soit possible à recréer. La première subdivision correspond à l'âge d'or de l'Antiquité gréco-romaine ainsi qu'à la vision hindouiste. L'idéal de ces sociétés se situe dans un temps irrémédiablement révolu. Tout changement ou évolution va dans le sens d'un déclin plus ou moins inéluctable, inscrit dans l'ordre de l'univers. L'autre sous-type de temps tourné vers le passé se manifeste dans l'islam traditionaliste. Pour les plus rigoristes de ses fidèles, l'idéal pourrait être restauré à condition de retourner à la communauté du temps du prophète Mahomet, avant une fin des temps qui les rapproche du christianisme et de l'attitude suivante.